

dépassé, de l'équipement désuet, et que cette dépense n'est qu'un simple gaspillage, mais un gaspillage fabuleux. A notre avis, il ne s'agit pas simplement de gaspillage, mais d'une façon engourdir dans une fausse sécurité, la population du Canada ou, en tout cas, ceux qui ajoutent quelque foi aux déclarations du ministre de la Défense nationale. Nous estimons qu'une grande partie de ces centaines de millions de dollars pourraient être déviés du ministère de la Défense nationale, et les montants ainsi dépensés affectés à l'aide économique aux nations qui sont en train de se former dans le monde.

Si l'on agissait ainsi, nous sommes convaincus que nous obtiendrions une plus grande mesure de sécurité pour notre pays, ainsi que pour tous les autres qui vivent sous des régimes analogues. Nous estimons que le comité de la défense en voie d'être institué, devrait procéder à une enquête détaillée, complète et libre sur la politique de défense et qu'il ne devrait y avoir aucune tentative,— bien que nous en constaterons sans doute,— d'empêcher le comité de formuler des recommandations tendant à dissiper la confusion dans laquelle est plongé notre pays en ce qui concerne la défense. L'aspect le plus inquiétant, je crois, de toute notre politique, c'est que nous nous en remettons complètement au programme de défense des États-Unis. Nous sommes à la remorque de la politique de défense des États-Unis. Nous sommes dans la poche des États-Unis en matière de programme de défense. On nous appelle associés mais, en réalité, nous ne le sommes pas. Nous ne sommes pas associés en matière de ligne de conduite. Nous ne sommes pas associés dans les discussions fondamentales. Nous ne sommes que le messenger des États-Unis, pour ce qui est de ce programme de défense.

Le gouvernement ne sait même pas, d'un jour à l'autre, ce qu'est la politique de défense des États-Unis. Le gouvernement n'est pas informé. Il n'écoute même pas la radio, semble-t-il, pour se mettre au courant des nouvelles communiquées à ce sujet. Qu'est-ce qu'on dit présentement? On dit que les États-Unis vont abaisser leurs propres dépenses, de 420 millions à 50 millions, pour ce qui est du Bomarc.

M. Speakman: Qui vous l'a dit?

M. Argue: Qui me l'a dit? Ce n'est certes pas le ministre de la Défense nationale. Il n'en sait rien. Il n'a pas été informé. Cette nouvelle a été transmise par la radio ce matin, et j'ai toute raison de croire que c'est ce que les États-Unis pensent, et que c'est la politique probable des États-Unis.

Le ministre de la Défense nationale nous a dit déjà que les États-Unis affecteraient

[M. Argue.]

quelque 70 millions de dollars à la partie canadienne du système de défense Bomarc. Évidemment, nous sommes laissés en plan si les dépenses des États-Unis sont réduites de 420 millions à 50 millions de dollars, alors que nous nous attendions, au début, à ce que notre part de cette entreprise coûte 70 millions de dollars. Le présent gouvernement a promis que le Canada pourrait marcher la tête haute; que nous aurions une politique indépendante et que, dans les cas où notre politique serait liée à celle des États-Unis, nous resterions un associé indépendant ayant forte voix au chapitre des politiques de défense.

On ne nous consulte pas. Il est évident que le gouvernement n'est pas consulté. Le gouvernement n'est même pas mis au courant des énormes changements qu'on apporte au système de défense des États-Unis. Il est évident que le Canada attend simplement de suivre les déclarations de politique qui émanent des États-Unis de temps à autre. C'est une situation très humiliante pour le Canada. Non seulement sommes-nous sans défense aujourd'hui à cause de la politique du gouvernement, mais aux yeux du monde, nous devons avoir l'air d'un satellite entièrement dépendant, mais sans grande importance, des États-Unis.

J'espère que le ministre de la défense ne permettra pas que cette question soit mise aux voix sans qu'il formule quelques commentaires. Il ne veut peut-être pas donner satisfaction aux membres de l'opposition en leur répondant, mais il se doit d'expliquer au public canadien l'attitude du gouvernement en cette époque où la politique de défense des États-Unis connaît une évolution très rapide.

Le ministre de la Défense nationale a adopté une certaine attitude à l'égard de ces dépenses énormes pour des armes désuètes. Son attitude ne souffre pas de compromis. C'est une politique évidemment mal engagée. Il faut la changer. S'il faut pour cela changer le titulaire de ce portefeuille, le gouvernement devrait le faire. Notre ministère de la Défense nationale réclame une nouvelle attitude et une nouvelle politique. Il n'y a qu'à lire les principaux journaux canadiens qui ont l'habitude d'appuyer ou bien le parti ministériel ou bien l'opposition pour voir clairement que de l'avis des Canadiens de toutes catégories, la politique de défense est mal engagée, inutile et à remanier complètement. C'est pourquoi, nous sommes heureux, monsieur le président, de pouvoir appuyer cet amendement.

L'hon. M. Pearkes: Je ne vais pas réfuter les critiques qui ont été formulées car, ainsi que je le disais ce matin, à l'appel de l'ordre du jour, elles se fondent en grande partie sur